

le 25 septembre 1995  
émetteur: LIBERTE

### *COMMUNIQUE DE PRESSE*

Les élections françaises partielles législatives de ces trois dernières semaines ont marqué de façon claire et forte, la continuité de l'appropriation de l'état par des groupes pré-"mafieux" vivant de la prévarication, de la corruption, et de la fraude électorale.

Par un dispositif législatif de droit et de règlements, qu'ils ont mis en place, la Démocratie est bafouée. Les partis choisis qui ne remettent pas en cause la structure de l'état et surtout la justification du pouvoir, sont aujourd'hui les seuls à pouvoir "légalement" s'exprimer.

Les moyens financiers ou de presse leur sont réservés. Ils se partagent aujourd'hui directement une somme proche des 700 millions de francs par an du contribuable, et ont parallèlement interdit tout financement extérieur aux autres partis, réduisant au silence toute opposition.

L'enjeu législatif de la "transparence financière" était double, d'une part pouvoir réduire au silence toute opposition, et d'autre part, ce qui est beaucoup plus grave, imposer la fraude à ceux qui veulent s'exprimer, permettant de légitimer la corruption et les fraudes de ceux en place.

L'immense majorité des français, refuse d'être aujourd'hui complice de ces faits. La désaffection des électeurs n'est que la traduction du refus d'adhérer à l'injustifiable.

Présent dans la 6 ème circonscription des Hauts de Seine, nous avons refusé, comme depuis maintenant 4 ans, de produire des bulletins de vote. Nous refusons d'apporter une caution à des élections qui se gagnent par la fraude, nous refusons d'être complice de ces atteintes continuelles à la Démocratie et au suffrage Universel. La légitimité et la légalité de l'assemblée nationale est posées.

L'espoir soulevé par l'élection d'un nouveau président est retombé, la réalité de la complicité de l'ensemble des acteurs de la Vie publique est aujourd'hui à jour.

Les élections servent ceux qui violent la Loi sous "haute" protection de magistrats français dont "l'honneur" n'est plus que le déshonneur de notre Nation

L'abus de situation, la perte totale de la conscience de ce qu'est la corruption a fait perdre tout crédit à ceux qui se sont approprié l'état.

La notion de Justice est intimement liée à la Liberté et à la Paix

Les magistrats français qui ont failli, refusant d'être mis en cause, ont décidé comme de tout temps d'alimenter les extrêmes pour fuir leur responsabilité.

L'abstention massive est la seule voie, sans violence, pour imposer le changement nécessaire.

La constitution française puissante et oppressante basée sur la probité de son chef et de ceux qui l'appliquent répondait à une géopolitique mondiale. Aujourd'hui notre constitution ne se justifie plus, le mur de Berlin est tombé, la corruption a atteint le sommet de l'état.

Il est nécessaire de faire lâcher sa proie à une oligarchie corrompue qui souhaite entraîner notre Pays dans des aventures extra-territoriales ou dans des psychoses collectives pour éviter de s'affronter à ses responsabilités.

Les difficultés que nous partageons avec ceux qui souffrent ne sont que les conséquences de l'installation sans contre-pouvoir des groupes pré-mafieux regroupant aussi bien de "hauts" magistrats, de "hauts fonctionnaires" des hommes politiques ou des entrepreneurs pseudo privés ne vivant que de l'"argent de droit" et de l'injustifiabilité de leurs actes.

Nous avons toujours été pour la Libre entreprise, et la concurrence, mais nous refusons des enrichissements sur des marchés captifs basés sur un monopole.

S'il est vrai, l'"argent de droit" n'est pas un dû, la démotivation de la fonction publique n'est liée qu'à l'écrasement continu des avancements au profit de contractuels interdisant les légitimes espoirs des fonctionnaires, chose que nous comprenons.

Nous ne laisserons pas se développer une haine sociale entre les salariés du public et les salariés du privé. Cette volonté d'attiser des frustrations ou de créer des divisions n'est que la volonté d'échapper au vrai débat, la gestion du collectif doit-elle servir les ambitions et la cupidité?

Est-il normal que des "représentants" de la Nation vivant de "fromages" de la République perçoivent pour certains plus de deux cent cinquante mille francs de rémunération par mois? Il est lamentable de vouloir remettre en cause les petits salaires de la République dont les bénéficiaires ont été incorporés par concours, seule légalité à nos yeux dans la fonction publique.

Il n'y a pour nous aucune place à la haine sociale ou ethnique, une Nation ensemble, assemblée dans sa diversité pour que chacun d'entre nous vive avec Dignité, dans la Sécurité avec Justice et Paix.

Nous pensons que la Loi, la même pour tous, que toute perte de Liberté devienne justifiable, n'est plus un programme trop ambitieux pour notre Nation.

Il nous appartient dorénavant de prendre les mesures nécessaires à la protection de nos concitoyens pour les protéger de la faillite économique qui inexorablement va ravager notre Pays.

Elles seront prises par ordonnances et seront ultérieurement ratifiées par référendum populaire. Elles seront publiées au Journal Officiel Français de la Liberté.